

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE m.-l.

FEVRIER 1975

N° 6

2 FRANCS

SOMMAIRE

- LA MORT DE L'UNION DE LA GAUCHE
- LES ALLIANCES DE CLASSE
- Le travail révolutionnaire dans la paysannerie
- Le mouvement des femmes : cinq contradictions

DE L'EAU DANS LE GAZ A L'UNION DE LA GAUCHE

Que craint le P."C."F.? Qui est-il? Que veut-il?

LES FAITS

Les événements de la dispute P.C.-P.S. sont bien connus. Mais ils ont tellement surpris ceux qui avaient espéré dans la dynamique électorale, dans l'union de la gauche ; ils ont causé chez certains, pleins de bonne volonté populaire, un tel dégoût politique, qu'il faut revoir tous les faits, et en trouver le fil.

— Le premier événement de l'affaire est le succès modeste de Giscard d'Estaing. Le jour même de son élection, Giscard lance un appel plus que clair à Mitterrand, et flatte ses « qualités » d'homme d'Etat bourgeois. Poniatowski reprend cet appel du pied à rejoindre les centristes et le gouvernement, en traitant le P.C.F. de « parti totalitaire à tendance fascisante », et le P.S. de « parti républicain à vocation gouvernementale ».

— Deuxième repère : les Assises du Socialisme. Le P.S., un morceau du P.S.U. et beaucoup de syndicalistes de la C.F.D.T. parlent longuement du socialisme et d'autogestion. Ces beaux discours bien creux servent de couverture au désir de certains, syndicalistes ou politiciens, comme Rocard, de se placer pour rentrer, un jour, au gouvernement. Quant au P.S., il veut consolider sa base ouvrière bien faible, et créer des sections d'entreprise avec l'appui de la C.F.D.T.

— Troisième repère : les succès électoraux du P.S. lors des dernières élections partielles. Le P.S. recrute plus que le P.C.F. dans la dernière période, et le P.C.F. est très jaloux.

— Quatrième date : le XXI^e congrès extraordinaire du P.C.F., qui raidit son attitude, et donne le ton de l'attaque contre le P.S. On dit beaucoup que, dans le P.C.F., des vieux communistes s'opposent à la politique libérale de Marchais.

Depuis, en tout cas, c'est un vrai tir de barrage : tous les jours, le P.C.F. y va de son couplet vengeur contre Mitterrand et le P.S.

— Dernier événement important de la série : le congrès du P.S. Mitter-

rand tient toujours ses deux fers au feu. Il élimine de la direction du P.S. les gens comme Chevènement, les gens du C.E.R.E.S., qui sont les plus proches du P.C.F. Mais il se déclare toujours pour l'union de la gauche, il se dit « copropriétaire » du Programme commun. Le P.C.F. crie de plus en plus fort, et parle carrément de « glissement à droite » du P.S.

QUAND LE P.C.F. FAIT DES « DECOUVERTES »

Le P.C.F. reproche au P.S. d'être tenté par l'alliance avec les centristes. Il déclare le soupçonner de vouloir

(Suite page 3)



Mao Tsé-toung et Enver Hoxha, dirigeants des deux grandes bases rouge du communisme mondial, la Chine et l'Albanie.

LA LIGNE POLITIQUE du groupe pour la fondation de l'U.C.F.M.L.

* *

La classe ouvrière et la question des alliances

1° Après Mai 68, on a une idée de l'alliance qui est celle du rassemblement. On pense que tous ceux qui sont contre la bourgeoisie, contre les patrons, contre les flics, doivent se rassembler dans un grand mouvement de masse. Alors, ils auront la force.

Dans cette idée, ce qui fait l'alliance entre les étudiants et les ouvriers, entre les paysans, les jeunes, les femmes, les ouvriers, c'est qu'ils soient tous ensemble dans la rue. C'est une alliance sur un pied d'égalité, c'est la grande démocratie de masse.

Cette idée du grand rassemblement démocratique, elle

est juste et forte en 68. Elle attaque les réactionnaires du P.C.F. et des syndicats, qui veulent diviser, empêcher le mouvement de masse, empêcher la démocratie.

Le plus grand rassemblement de ce genre après 68, c'est l'enterrement de Pierre Overney en 1972. Depuis, il y a eu la marche sur Besançon (Lip), et aussi le Larzac. Mais déjà dans ces derniers rassemblements, les réactionnaires sont infiltrés, les syndicats montrent leur nez. Quand les révolutionnaires et les marxistes-léninistes chassent Mitterrand du Larzac, beaucoup sont contents. Mais d'autres hésitent, comprennent mal. Et le fait est que Mitterrand a pu penser qu'il ne risquait rien à venir à ce rassemblement. C'est dire à quel point les idées sont confuses, à quel point le grand rassemblement égalitaire s'accommode aujourd'hui d'un affaiblissement des idées de révolution. Le grand rassemblement démocratique a aujourd'hui perdu le tranchant révolutionnaire.

2° Les choses ont changé. Le rassemblement ne suffit plus pour attaquer nos ennemis, pour faire un solide camp de la révolution. Sur ses propres forces, le mouvement de masse démocratique a rencontré sa limite. Aujourd'hui, surtout avec la crise du capitalisme, il faut étudier qui véritablement a intérêt à attaquer le capitalisme. Il faut sur cette base organiser les alliances, et bien voir comment elles sont dirigées. Il faut savoir quelle

(Suite page 2)

révolution est à l'ordre du jour.

3° Le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire, de toute l'Histoire. C'est la seule classe aujourd'hui qui a l'idée d'une société complètement différente. La seule qui a le projet et la force de bâtir un Etat entièrement nouveau, révolutionnaire, un Etat qui organisera le travail et la vie au profit du peuple travailleur.

Aujourd'hui, il n'y a que deux classes qui peuvent diriger l'Etat, deux classes qui peuvent détenir le pouvoir :

— la bourgeoisie, classe d'exploiteurs d'opresseurs, de brigands et d'agresseurs impérialistes ;

— le prolétariat, qui veut le socialisme et le communisme. Le prolétariat, quand son avant-garde est organisée dans un Parti, est la classe qui détruit l'appareil d'Etat bourgeois et construit l'Etat des ouvriers et du peuple.

Cela, toute l'Histoire le confirme entièrement.

4° Cependant, ce n'est pas le prolétariat seul qui fait l'Histoire, qui fait la révolution. L'Histoire révolutionnaire n'est pas l'œuvre d'une classe. Ce sont les masses qui font l'Histoire. Isolé, le prolétariat est toujours provisoirement vaincu, comme l'ont été les ouvriers parisiens de la Commune (1871) ou les ouvriers chinois de Canton (1927).

Quand il lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat doit donc organiser autour de lui toutes les classes et toutes les forces qui souffrent de l'oppression et de l'exploitation par les capitalistes et leur Etat.

La classe ouvrière, à travers un grand travail d'organisation, constitue le camp du peuple et dirige ce camp dans la lutte révolutionnaire.

5° Qu'est-ce que c'est que le peuple ? Le peuple est constitué de tous ceux qui, à un moment donné, luttent contre la bourgeoisie, et acceptent la direction du prolétariat, savent que le prolétariat est la classe dirigeante de la révolution. Le peuple, ce sont tous les amis de la révolution dirigée par les ouvriers.

« Quels sont nos amis et quels sont nos ennemis ? C'est là une question d'une importance primordiale pour la révolution (...) nous devons absolument veiller à nous unir avec nos vrais amis pour porter des coups à nos vrais ennemis. Et pour distinguer nos vrais amis de nos vrais ennemis, nous devons entreprendre une analyse générale des conditions économiques des diverses classes de la société

chinoise et de leur attitude respective envers la révolution » (Mao tsé-toung.)

6° Pour savoir qui sont les amis de la révolution prolétarienne, il faut étudier la lutte des classes. Et pour ça, il faut poser deux questions, et non pas une seule.

a) Il faut étudier la base économique de la société : comment est organisée la propriété, le travail, le commerce, etc. Il faut poser la question : qui exploite qui ? Cette étude permet de connaître les différentes classes sociales : prolétaires, bourgeois, paysans pauvres, petits-bourgeois, paysans riches, etc. Ça, c'est l'étude objective. Avec l'étude objective on connaît où est l'intérêt des différentes classes : l'intérêt des ouvriers, de la révolution. L'intérêt des bourgeois, c'est la contre-révolution. L'intérêt des petits-bourgeois est partagé, c'est tantôt l'un, tantôt l'autre, ça dépend des problèmes.

b) Connaître l'intérêt objectif ne suffit pas. Il faut encore savoir comment les classes se comportent réellement, dans les faits, par rapport à la révolution. Pour cela, il faut étudier les mouvements de masse, l'attitude véritable des classes dans telle ou telle période. Et c'est particulièrement important pour les classes intermédiaires, les paysans, par exemple, ou les petits-bourgeois des villes. Connaître l'attitude de ces classes par rapport à la révolution, c'est étudier le côté subjectif de la question.

7° Avec l'étude objective, l'étude de la base économique, on peut répondre à une question très importante : quelle est la révolution qui va avoir lieu dans tel ou tel pays ?

Qu'est-ce que veut dire cette question ?

Selon l'état économique et social d'un pays, les transformations révolutionnaires à l'ordre du jour ne sont pas les mêmes.

Par exemple : il y a des pays (comme le Maroc ou le Mali, ou la Turquie, etc.) où les paysans sont encore très souvent exploités directement par des gros propriétaires, des seigneurs — ce qu'on appelle des féodaux. — Ça veut dire que le capitalisme, dans ces pays, ne s'est pas encore installé à la campagne.

Dans ces pays, les féodaux sont forcément encore très puissants. Ils sont encore un très grand rôle dans l'Etat. Les bourgeois ne sont pas les maîtres de toute l'économie et de toute la politique.

On dit alors que la révolution qui se prépare est démocratique et populaire : elle unit la classe ouvrière, les paysans pauvres et moyens, les petits bourgeois, et même une partie des bourgeois, contre les féodaux et les bourgeois les plus réactionnaires.

La révolution démocratique et populaire est sous direction de la classe ouvrière. Mais son objectif immédiat n'est pas le socialisme. Son objectif immédiat est de détruire tout ce qui reste du despotisme féodal, de briser le règne des propriétaires fonciers.

8° Est-ce que c'est la situation dans un pays comme la France ? Absolument pas. En France, le capitalisme a pénétré dans toute la société. Les féodaux ont été balayés. L'Etat est entièrement dans les mains des bourgeois. La révolution qui se prépare en France, c'est donc directement la révolution socialiste. En France, il n'y a pas de révolution démocratique et populaire avant la révolution prolétarienne. Ce qu'il faut bâtir sur les ruines de l'Etat bourgeois, c'est directement l'Etat de dictature du prolétariat.

9° Tous ceux qui en réalité refusent la révolution prolétarienne mélangent tout. Ils nous racontent qu'en France aussi, il y a deux étapes. Une révolution démocratique d'abord, puis une révolution socialiste.

Les chefs de file de cette tromperie, ce sont les gens du P.C.F., avec leur histoire de « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ». Les gens du P.C.F. ont une théorie des alliances. Ils disent qu'il faut d'abord une vraie démocratie, et ensuite le socialisme. Pour la vraie démocratie, disent-ils, on s'allie avec n'importe qui, y compris les patrons petits et moyens. L'ennemi, ce n'est pas la bourgeoisie, c'est une poignée de monopoles. Pour le socialisme, il y a la direction « de la classe ouvrière », c'est-à-dire, pour ces gens la direction du P.C.F.

En réalité, les gens du P.C.F. ne veulent ni la démocratie, ni le socialisme. Leurs deux étapes, c'est simplement la façon dont ils veulent prendre tout le pouvoir pour le P.C.F., ce parti réactionnaire bourgeois. Les deux étapes, ça veut dire :

— d'abord, en trompant les démocrates, moi, P.C.F., je m'infiltrerai dans le gouvernement, dans l'Etat, en criant très fort à la « démocratie » ;

— ensuite, bien installé, avec les syndicats, la police, l'armée, je prends tout le pouvoir, et j'exerce ma dictature réactionnaire sur le peuple.

C'est exactement ce que les faux communistes du P.C.F. essaient de faire en ce mo-

ment au Portugal. Ce qui se cache derrière les prétendues deux étapes du P.C.F., on le sait bien : c'est un féroce capitalisme bureaucratique d'Etat à la sauce Brejnev.

10° Mais il y a d'autres défenseurs de la théorie des deux étapes. L'ex-Gauche Prolétarienne parlait de « France populaire ». L'Humanité Rouge bavardait sur un Etat de démocratie populaire. D'autres font des phrases sur la « société autogestionnaire ». Tous ces gens, en fait, retombent finalement dans le giron du P.C.F. et de la « démocratie avancée », qu'ils le veulent ou non. Ce que cachent leurs deux étapes, c'est l'impuissance petite-bourgeoise, c'est la peur de la dictature du prolétariat. C'est l'opportunisme racoleur en direction des forces sociales non prolétariennes.

La révolution démocratique en France a commencé en 1789, et elle est en gros achevée depuis un siècle. La seule révolution, dans ce pays capitaliste et impérialiste, c'est la révolution prolétarienne et socialiste.

11° La question des amis, en France, c'est donc : quelles sont les classes et les forces qui, unies derrière le prolétariat, forment le camp de la révolution socialiste aujourd'hui ?

A cette question, nous répondons sur la base de l'étude objective, et sur la base des grands mouvements de masse, des grandes révoltes de toute la dernière période : révoltes paysannes, révoltes de la jeunesse, mouvement des femmes, grèves des employés de banque, grève des postiers...

12° La force dirigeante et principale, c'est la classe ouvrière de France. Cette classe ouvrière comprend aujourd'hui des prolétaires immigrés et des prolétaires français, au coude à coude contre la bourgeoisie impérialiste française et son Etat. C'est le prolétariat international de France (*).

13° A la campagne, les alliés de la révolution prolétarienne sont :

- les ouvriers agricoles ;
- les semi-prolétaires (paysans pauvres obligés de se louer à temps partiel sur les terres des autres),
- les paysans pauvres.

14° A la ville, nos amis sont :

- les employés n'occupant pas de fonction d'encadrement,
- les jeunes, les intellectuels et les femmes, quand ils arrivent à lier leur révolte contre l'Etat à la direction d'ensemble du prolétariat, vu com-

me seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

15° En ce qui concerne les paysans moyens, la petite bourgeoisie des villes qui occupent des fonctions d'encadrement — soit à l'usine, soit dans l'administration d'Etat, — les petits commerçants et artisans, ce sont des classes hésitantes, partagées. Leur aile droite va entièrement du côté de la bourgeoisie, leur aile gauche peut être parfois ralliée, le plus souvent neutralisée.

16° Seul le prolétariat veut jusqu'au bout la transformation socialiste de la société. Les autres classes du peuple travailleur luttent souvent contre la bourgeoisie et son Etat. Mais, sur leurs propres forces, elles n'ont que des aspirations démocratiques. Elles veulent continuer, développer, la révolution démocratique bourgeoise. Ces classes ne mettent pas en cause la base de la société capitaliste, son organisation économique.

C'est pourquoi leurs idées, dans les révoltes, sont forcées, au bout du compte, réformistes (toujours plus de démocratie). Et laissées à elles-mêmes, ces révoltes permettent en fait à la bourgeoisie de faire effectivement des réformes, c'est-à-dire de liquider les quelques lambeaux d'idéologie féodale qui survivent de ci de là (sur l'avortement et la famille, sur les prisons, sur l'université, sur l'or-

ganisation des usines, sur l'armée, etc.).

Ce réformisme a beau se déguiser sous des discours creux, comme celui de l'autogestion : on le reconnaît toujours dans la pratique.

17° Les luttes démocratiques sont cependant un élément important de la lutte des classes, même si elles ne sont pas obligatoirement un élément important de la révolution prolétarienne.

La classe ouvrière doit diriger partout dans la lutte des classes contre la bourgeoisie. Elle doit donc prendre la tête des luttes démocratiques.

Mais il y a deux voies sur la démocratie :

— la démocratie bourgeoise, qui est le réformisme, d'Edmond Maire à Giscard,

— la démocratie prolétarienne, qui est toute entière autour du projet du renversement violent des exploités, et d'un Etat ouvrier de type complètement nouveau.

18° En Mai 68 ; il y a eu mélange dans l'idée de la démocratie. Dans les grands rassemblements, chacun apportait sa conception démocratique. La classe ouvrière ne dirigeait pas vraiment, ne pouvait pas diriger. C'était normal.

Depuis, l'idée démocratique s'est divisée en deux.

D'un côté, la démocratie bourgeoise : les réformes de

Giscard, le programme commun, l'autogestion du P.S.U. et du P.S.

De l'autre côté, la démocratie prolétarienne : l'édification du parti des ouvriers, l'attaque anti-capitaliste, la critique sans merci de tous les réformismes, le marxisme-léninisme, la pensée de Mao tsé-toung.

Au milieu, essayant de ne pas choisir, il y a Lip et le Larzac, il y a tous ceux qui essaient de maintenir en vie la confusion de Mai 68. Et cela attire beaucoup de monde, beaucoup de petits bourgeois révolutionnaires, parce que cette confusion, cette égalité démocratique, c'est pour eux une chose heureuse. Malheureusement, ça n'attaque plus l'ennemi. C'est une fête immobile, stérile. La révolution aujourd'hui a besoin d'une pratique organisée des alliances, contre l'Etat bourgeois, sous la direction du prolétariat. Le rassemblement de masse égalitaire doit, sous la dure loi de l'Histoire, se diviser. Il faut choisir.

19° Pour prendre la tête des luttes démocratiques, le prolétariat doit être organisé de façon entièrement indépendante, avec les marxistes-léninistes, dans la construction de son Parti (*).

Mais il doit en même temps rassembler et diriger un camp du peuple résolument anti-capitaliste. Pour que ce camp

se constitue dans l'Histoire, le prolétariat organisé doit forger pas à pas, dans l'exercice même de sa direction révolutionnaire :

a) le programme concret, qui systématise, non seulement le projet politique du prolétariat (c'est-à-dire le programme général de la dictature du prolétariat), mais aussi les aspirations démocratiques anti-capitalistes de tous les amis de la révolution prolétarienne à un moment donné.

b) les organisations de masse de toutes les classes et forces sociales du camp de la révolution. Ces organisations mettent en avant le programme particulier de ces classes et forces ; mais dans l'idée générale de la révolution socialiste, et sous la direction d'ensemble de l'organisation prolétarienne, de l'organisation marxiste-léniniste.

20° Comment se posent, de façon très diverses, ces questions, en France aujourd'hui, nous en parlons dans ce journal à propos d'une classe (les paysans pauvres et moyens) et d'une force sociale (le mouvement des femmes). Nous parlerons dans un prochain numéro d'une autre classe (la petite-bourgeoisie salariée, à propos de la grève des P.T.T.) et d'une autre force (le mouvement de la jeunesse).

(*) Sur la question du Parti, cf. le Marxisme-Léniniste n° 5 : « La classe ouvrière et la question du Parti ».

LA MORT DE L'UNION DE LA GAUCHE

(Suite de la première page)

gérer la crise au service de la bourgeoisie. Le P.C.F. se demande si par hasard Mitterrand et sa clique n'auraient pas envie de gouverner au service des capitalistes.

Mais pourquoi le P.C.F. s'en aperçoit-il maintenant ? Ne savait-il pas avant les dernières élections que Mitterrand avait les mains couvertes du sang du peuple algérien ? Ne savait-il pas que la classe ouvrière de France a de la haine pour les Guy Mollet, pour tous les sociaux-démocrates matraqueurs d'ouvriers, comme Jules Moch, l'inventeur des C.R.S., le super-flic de la répression anti-ouvrière en 1947 ?

Pourquoi le P.C.F. nous traitait-il alors de diviseurs, il n'y a même pas un an, quand nous, marxistes-léninistes de l'U.C.F.M.L., montrions, dès avant les élections, la duplicité réactionnaire de l'union de la gauche ? Pourquoi le P.C.F. nous accusait-il de mensonges au service de la droite, pour finir, on ne sait pourquoi aujourd'hui, par reconnaître que le P.S., les sociaux-démocrates, ne sont que de vulgaires politiciens bourgeois ?

Visiblement, parce que ça l'arrange, parce que cela lui sert d'excuse pour autre chose. Le P.C.F. a absolument besoin de retirer ses billes de l'union de la gauche, et, pour le faire, il lui faut utiliser tous les moyens, même le ridicule, et préparer l'opinion sans trop la brusquer.

Le P.C.F. tire la leçon de son pari perdu : rentrer par surprise au gouvernement dans la foulée de l'effondrement du gaullisme.

LES MOUCHES SUR LE CADAVRE DU GAULLISME

Pompidou mort, on s'aperçoit que le gaullisme est déjà à un stade de pourriture avancée. Les grands projets politiques gaullistes se sont effondrés devant l'évolution du monde.

— L'intervention de l'Etat dans les concentrations capitalistes, la spéculation de bas étage, la défense de la petite bourgeoisie nationaliste réactionnaire : tout cela n'est plus supporté par les grands trusts industriels, qui préfèrent la loi de la jungle, et veulent Giscard pour développer leurs affaires librement.

— « L'indépendance nationale » de l'impérialisme français entre les deux super-grands, U.S.A. et U.R.S.S., vole en éclat devant la fin de la coexistence pacifique et les premières rumeurs de guerre. L'impérialisme français veut vite rejoindre le giron U.S. Giscard et Ford font ami-ami dans les piscines de la Martinique.

— Les lois bourgeoises rigides et vieillottes, le refus de Pompidou de faire de la peine à la bourgeoisie la plus réactionnaire sur sa conception du monde, tout cela provoquait mécontentement et réactions populaires : sur l'avortement, sur l'âge du droit de vote, sur la liberté d'expression. Et cela ne rapportait rien à la grande bourgeoisie libérale, que des ennuis supplémentaires, s'ajoutant à la peur de la crise, de la guerre, et donc de la révolution.

Le gaullisme est donc mort, le capital monopoliste n'en voulait pas. Et tous les partis bourgeois se démenent dans tous les sens pour prendre la place, tout en essayant d'empêcher la révolte populaire.

La peur de la révolution et l'envie d'être dans les fauteuils du pouvoir d'Etat bourgeois, voilà le point commun entre Giscard, Mitterrand et Marchais.

Mais le P.C.F. a ses manières bien à lui.

LE PROGRAMME COMMUN VAUT POUR L'UNION, MAIS IL VAUT AUSSI POUR LA DESUNION

Pendant les présidentielles, le P.C.F. présentait le fameux Programme commun comme un programme de gouvernement réalisable tout de suite, et très éloigné du socialisme. Il faisait tout pour améliorer son image parlementariste bourgeoise. Il s'effaçait derrière le triste Mitterrand, en renonçant par avance aux postes importants dans le gouvernement.

En fait, le P.C.F. offrait aux capitalistes un échange : vous me laissez participer à l'Etat bourgeois, et moi je vous garantis la mise au pas de la classe ouvrière grâce à ma base syndicale C.G.T. Donnez-moi des fauteuils au gouvernement, je vous donne une police dans les usines.

Le Programme commun (*) est de fond en comble un programme bourgeois, qui se donne des apparences populaires par quelques réformes désirées par la classe ouvrière (âge de la retraite, S.M.I.C.). Pour le reste, le Programme commun contient purement et simplement un plan pour

syndicalistes professionnels). Tout cela développer le capitalisme d'Etat (nationalisations) et pour renforcer la tutelle syndicale (gestion de l'usine par les sans que l'Etat bourgeois soit détruit, sans que la classe ouvrière exerce directement le pouvoir.

Le P.C.F. faisait tout pour faire accepter ce programme par l'électorat du P.S. Il disait : c'est un programme démocratique, rien de plus.

Maintenant, le P.C.F. tourne sa veste. Il présente le Programme commun comme un grand pas vers le socialisme, comme le programme du seul Parti communiste lui-même, programme dont il lui faut à tout prix expulser le P.S.

Le P.S., qui servait hier de cheval de Troie au P.C.F. pour pénétrer dans l'Etat bourgeois, n'a pu passer la muraille des 50 %, et devient un piège dangereux, dans lequel le P.C.F. risque de perdre son arme numéro un : sa base syndicale chauvine.

Le P.C.F. ne peut pas tolérer qu'en se servant de la C.F.D.T., le P.S. se donne une base syndicale qui puisse rivaliser en influence politique avec la C.G.T. Il veut bien être un moment le second aux élections, mais pas question de perdre le monopole politique organisé sur la classe ouvrière.

Or ce monopole, doucement remis en cause par les Assises du Socialisme, risquait d'éclater complètement devant les mouvements ouvriers sauvages qui ne manqueraient pas de se produire face à la crise, au chômage, à la vie chère.

Marchais avec Mitterrand, ça va bien si le capitalisme est florissant, si l'impérialisme pille bien les peuples du monde, si on peut distribuer des miettes au peuple, et quelques

réformes vite mangées par l'inflation. Ces messieurs pensent alors que la police syndicale suffira pour contrer les ouvriers révolutionnaires et les marxistes-léninistes.

Mais Marchais prévoit les explosions populaires. Il prévoit que les masses révoltées vont contester les syndicats, vont vouloir les remplacer par des organisations révolutionnaires. Et Marchais ne joue plus la même musique. Il reprend ses billes.

Pour le P.C.F., perdre sa base syndicale, c'est perdre sa vraie force. C'est perdre sa raison d'être : un **parti bourgeois installé à l'intérieur de la classe ouvrière.**

LA GRANDE PEUR DU P.C.F.

Le P.C.F. n'est pas un parti bourgeois comme les autres. Le P.C.F., c'est la lutte contre la révolution, mais avec le mot révolution à la bouche. Le P.C.F., c'est la lutte contre les idées des ouvriers, mais en se réclamant des ouvriers. Le P.C.F., c'est le capitalisme d'Etat, mais baptisé socialisme. Le P.C.F., c'est la lutte bourgeoise contre le marxisme révolutionnaire, mais en se servant des mots du marxisme. Le P.C.F., c'est le parti qui agite le drapeau rouge pour cacher son drapeau blanc, son drapeau de répression et de capitulation.

Le P.C.F. représente, dans la classe ouvrière, le **faux marxisme.** Le P.C.F., ce sont les bourgeois chez les ouvriers, sous la forme de faussaires en marxisme. **C'est pourquoi les marxistes-léninistes disent qu'il est révisionniste.**

Toute sa raison d'être, comme parti bourgeois particulier, toute sa force, c'est d'être installé dans la classe ouvrière, d'être comme le ver dans le fruit.

Le P.C.F. lutte contre la révolution.

SOMMAIRE N° 1 Janvier 1974

- La question du parti
- Renault
- Lip

SOMMAIRE N° 2 Avril 1974

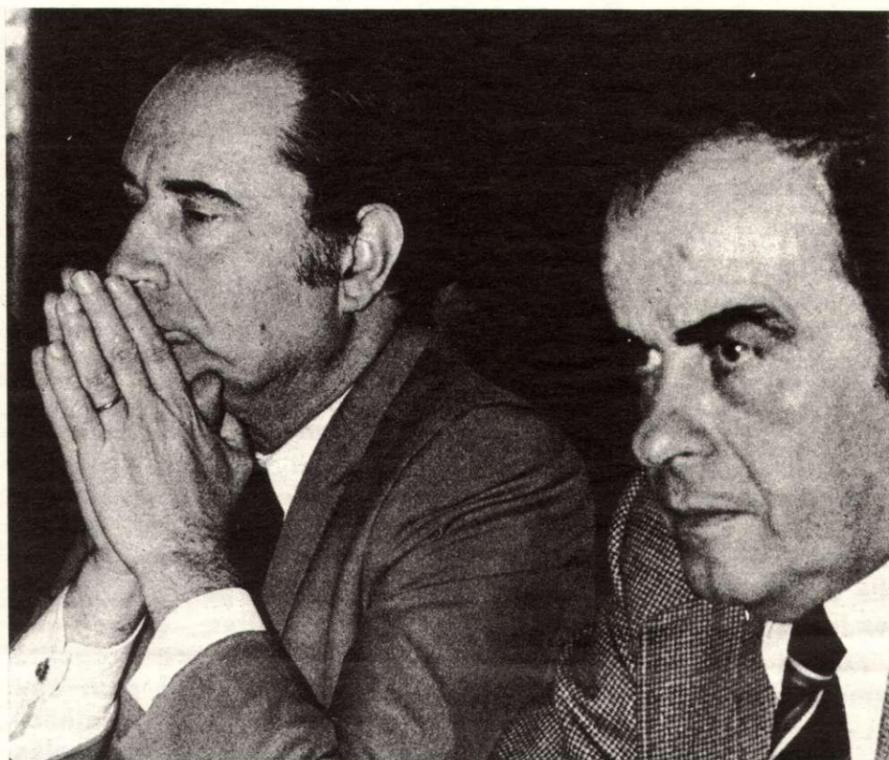
- Le prolétariat international de France
- Grasse
- Marseille

SOMMAIRE N° 3-4 Mai 1974

- Union de la gauche
- Election
- Programme commun

SOMMAIRE N° 5 Décembre 1974

- La ligne politique du groupe pour la fondation de l'U.C.F.M.L.
- La classe ouvrière et la question du parti
- La crise
- Le capitalisme est malade qu'il crève !
- L'impérialisme, c'est la guerre
- Les peuples, c'est la révolution
- **Marxisme-Léninisme : carte de visite ou guide pour l'action**



A la Belle époque du programme « commun ».

On le sait et on le dit : il s'en fout un peu.

Le P.C.F. lutte pour un programme bourgeois. On le sait et on le dit : ça ne lui plaît pas, mais il s'y fait.

Par contre, s'apercevoir qu'il peut se couper complètement de la classe ouvrière, qu'il peut être chassé des positions qu'il occupe dans les usines, le P.C.F. ne le supporte pas. C'est sa seule justification, aux yeux mêmes de ses militants. Et c'est sa seule force : le contrôle bourgeois qu'il exerce de l'intérieur sur la classe ouvrière, par l'intermédiaire des syndicats.

Aujourd'hui, le P.C.F. crie très fort, parce qu'il a peur.

— Déjà pendant les élections, des cellules où dominaient de vieux militants du P.C.F., qui haïssent les sociaux-démocrates, ont refusé la consigne de vote et se sont abstenues. Après les élections, d'autres cellules, où dominaient les nouvelles recrues petites-bourgeoises, se sont vidées au profit du P.S., plus « démocratique », plus dans le vent.

— Au dernier congrès du P.C.F., Marchais est carrément mis en minorité sur sa volonté d'élargir encore l'union de la gauche. Il cède, il aboie lui aussi contre le P.S., il enfle son costume de faux marxiste. On le voit même faire référence au marxisme-léninisme à la T.V. ! On comprend sa crise cardiaque.

— Tout récemment, le P.C.F. se lance dans une grande campagne anti-U.S. (scandale pétrolier, menace de guerre), qui sert de préparation et de relance pour un mouvement de masse anti yankee, genre mouvement de la paix. Le P.C.F. se redonne ainsi un vernis anti-impérialiste et « révolutionnaire », tout en faisant le jeu de son ami, l'autre requin, l'impérialisme russe, dans la lutte qui oppose ces superpuissances pour se partager le monde sur le dos des peuples.

Certes, le danger de guerre entre les superpuissances, au Moyen-Orient par exemple, est une cause importante de la rupture P.C.-P.S., mais ce n'est pas la cause directe.

C'est bien vrai que le P.S. social-démocrate est depuis toujours du côté

Le MARXISTE-LÉNINISTE

● Adresse : Le « M.-L. » B.P. 278, 75 827 Paris, Cedex 17.

● Directeur de publication : P. GONIN.

● Dépôt légal 3174.

● Imp. Projet, 75020.

des Américains, quelles que soient les cabrioles de Mitterrand. C'est bien évident que le P.C.F. est le représentant du social-impérialisme russe. Mais pas seulement.

Le P.C.F. a son propre projet de pouvoir, dans une certaine mesure indépendant des directives de Moscou. Les exemples ne manquent pas. Mais le P.C.F. a la même philosophie, la même conception du monde que la clique de Brejnev : une conception bourgeoise à la sauce « marxiste », le faux marxisme, le révisionnisme.

LE COMLOT POLITIQUE DES PARTIS REVISIONNISTES : L'EXEMPLE DU PORTUGAL

Certains révolutionnaires bornés reprochent simplement au P.C.F. de ne pas vouloir prendre le pouvoir, de faire semblant pour amuser la classe ouvrière, d'être finalement un parti social-démocrate comme un autre.

A les entendre, on pourrait croire que le P.C.F. rentre dans sa coquille « révolutionnaire » en attendant des jours meilleurs. C'est faux ! Le P.C.F., comme tout parti révisionniste a une théorie politique, le faux marxisme, et un projet de pouvoir précis, pour son propre compte. L'exemple du Portugal nous aide à le comprendre.

Le parti révisionniste veut le pouvoir pour lui-même, en se servant de la classe ouvrière embrigadée dans le syndicat comme masse de manœuvre, sans crainte de réprimer durement les ouvriers pour qu'ils restent sous son contrôle.

Avec Mitterrand, le P.C.F. révisionniste proposait sa masse de manœuvre syndicale en monnaie d'échange aux bourgeois parlementaristes. Au Portugal, le P.C.P. révisionniste se sert de sa masse de manœuvre syndicale comme caution populaire pour infiltrer le Mouvement des Forces Armées (M.F.A.), quitte ensuite à se servir de l'armée contre la classe ouvrière elle-même, et à prendre pour son compte le pouvoir d'Etat bourgeois.

Sinon, comment comprendre que le Parti communiste portugais soit le principal responsable de la limitation du droit de grève ? Qu'il soit plus féroce que le M.F.A. lui-même dans la répression du mouvement ouvrier et populaire, dans la chasse aux marxistes-léninistes du M.R.P.P. ? Comment comprendre que ce soit Cunhal lui-même qui refuse les élections au Portugal libéré du fascisme ?

Ce qu'il y a de commun entre Marchais, Cunhal et Brejnev, entre le P.C.F., le P.C.P. et le P.C.U.S., ce n'est pas principalement un téléphone et des directives. Ce qu'il y a de commun, c'est l'idée d'un Etat qui n'a rien d'ouvrier que le nom, et qui exerce sa dictature sur la classe

ouvrière. Cette dictature sur la classe ouvrière, elle se fera, dans l'esprit des gens du P.C.F., à partir des forces réactionnaires patiemment éduquées, et de longue date, patiemment dressées à la répression des luttes ouvrières. Elle se fera à partir de ce qui sera demain la police, et qui s'appelle aujourd'hui le syndicat, organe politique réactionnaire et répressif, véritable carcan pour empêcher la classe ouvrière de faire la révolution.

Il n'y a qu'une vraie révolution prolétarienne : celle qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme ; celle qui se continue après la prise du pouvoir, parce qu'il faut critiquer et éliminer les nouveaux bourgeois, abattre les dirigeants qui se servent du pouvoir que leur a confié la masse ouvrière pour l'opprimer ; la révolution qui suit l'exemple de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, immense tempête antirévisionniste menée par le peuple chinois sous la direction de son Parti communiste, et de son dirigeant : Mao Tsé-toung.

L'exemple du Portugal montre bien que le plan de prise de pouvoir des révisionnistes n'est pas une affaire d'élections, encore bien moins une révolution. Le plan des révisionnistes, c'est un plan de coup d'Etat, et c'est tout à fait logique avec leur conception bourgeoise de la politique et de l'Etat : c'est toujours par des coups d'Etat que les bourgeois changent le régime politique. La preuve de Gaulle en 1958.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE AURA LE DERNIER MOT

L'exemple du Portugal nous montre aussi, et surtout, l'autre face de la pièce : la fantastique montée révolutionnaire de la classe ouvrière portugaise, et de l'organisation qui apparaît de plus en plus comme son avant-garde marxiste-léniniste : le M.R.P.P. (Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat).

En France aussi, la riposte de la classe ouvrière sera violente, passée l'acalmie, le temps de la prise de conscience.

Que cette riposte sauvage et violente se transforme en une puissante force révolutionnaire se joue dès aujourd'hui, dans la lutte contre le trio des malfaiteurs bourgeois : Giscard, Mitterrand, Marchais ; dans la lutte entre le vrai marxisme et le faux marxisme du P.C.F.

Le P.C.F. a échoué pour faire passer le faux marxisme sur le mode démocratique et parlementariste. Il fourbit ses armes pour encadrer les luttes et faire passer le faux marxisme sur le mode syndicaliste dur et répressif.

Deci delà, le P.C.F. tâte le terrain pour réprimer et éliminer des usines et des quartiers les vrais marxistes-léninistes et les ouvriers révolutionnaires.

Le P.C.F. trouvera à qui parler.

Les réactions des masses, déjà, le font hésiter à aller plus loin. Le marxisme révolutionnaire sera l'arme de l'avant-garde ouvrière pour écraser les traitres.

L'ECROULEMENT DE L'UNION DE LA GAUCHE DIVISE LES MYSTIFICATEURS : C'EST TRES BIEN !

GISCARD, MITTERRAND, MARCHAIS : TROIS ARLEQUINS DU CAPITAL !

LES GRANDS AIRS « REVOLUTIONNAIRES », « ANTICAPITALISTES », « MARXISTES », DU P.C.F. AUJOURD'HUI : UNE DANGEREUSE TROMPERIE !

A BAS LES SYNDICATS, POLICE POLITIQUE BOURGEOISE DE LA CLASSE OUVRIERE !

PREPARONS LA RIPOSTE POPULAIRE ANTICAPITALISTE !

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME, A BAS LE REVISIONNISME,

(*) Pour l'étude détaillée du Programme commun, voir « Le Marxiste-Léniniste » n° 3-4. Disponible.

Le travail révolutionnaire Marxiste-Léniniste dans la paysannerie

LES PAYSANS DOIVENT S'ALLIER AUX OUVRIERS

Confrontés à l'Etat bourgeois, aux capitalistes, aux paysans riches, les paysans pauvres et moyens n'ont pas d'issue sur leurs propres forces. Ils doivent s'allier aux ouvriers.

De tout temps, les luttes menées par les paysans seuls

— ou bien ont abouti à des massacres (les Jacqueries du Moyen-Age),

— ou bien ont profité à une couche privilégiée de paysans, et ont été dirigées et récupérées par la bourgeoisie.

Quand les paysans luttent seuls, c'est toujours les gros qui dirigent pour leurs intérêts à eux, et les petits se font toujours rouler. C'est le bilan que tirent de nombreux paysans des luttes syndicales qui se déroulent depuis de nombreuses années.

De leur côté, les ouvriers, en France, ont essayé plusieurs fois de détruire l'Etat bourgeois et de fonder à la place une société dirigée par le prolétariat. Ils ont échoué parce qu'ils se sont retrouvés seuls en face de leurs ennemis. A eux seuls, les ouvriers ne constituent pas une force suffisante pour libérer le peuple travailleur tout entier de la dictature capitaliste.

Dans les pays où le peuple, dirigé par la classe ouvrière, a pris et maintenu son pouvoir (la Chine et l'Albanie), on voit que l'alliance ouvriers-paysans, sous direction ouvrière, a été réussie, et développée pas à pas.

C'est sous la direction de la classe ouvrière que les paysans pauvres et moyens deviendront une force de classe, que les paysans pauvres et moyens transformeront de fond en comble la campagne.

Pourquoi l'alliance des ouvriers et des paysans doit-elle être sous la direction des ouvriers ? Parce qu'un ouvrier et un paysan, ce n'est pas la même chose. Seule la classe ouvrière est révolutionnaire jusqu'au bout, seule elle veut complètement le socialisme parce qu'elle n'a rien à perdre : l'ouvrier ne possède que sa force de travail. Le paysan, lui, possède ses bâtiments, ses terres, ses outils. Cette situation différente produit une mentalité différente, marquée, chez le paysan, de plus d'individualisme, de plus de difficulté à unir les paysans pauvres et moyens en une force de classe. La classe ouvrière est seule porteuse d'un projet de société et d'Etat entièrement différent de la société et de l'Etat bourgeois. C'est elle qui seule pourra organiser l'alliance avec les paysans, soutenir les idées nouvelles à la campagne (coopération, puis collectivisation). C'est à la classe ouvrière qu'il revient de se poser en défenseur des intérêts de ses alliés les plus proches : les paysans pauvres. Le moment est favorable, car la bourgeoisie est en train de rompre son alliance séculaire avec la paysannerie.

DE GRANDS CHANGEMENTS A LA CAMPAGNE

Jusqu'à il y a une dizaine d'années, l'alliance entre la bourgeoisie

et la paysannerie régnait dans les campagnes. Mais le gaullisme a développé la concentration capitaliste. Il a accéléré la dépendance de la campagne par rapport au capitalisme industriel (mécanisation, engrais, etc.). Son but était de mettre en place une agriculture concurrentielle sur le plan européen et mondial. Le gaullisme, à l'aide des idées « modernistes » défendues par le C.N.J.A., a transformé le soutien de l'Etat à la paysannerie : en vantant la mécanisation, la rentabilité des sols, il prétendait proposer une issue à la paysannerie pour s'en sortir.

Cette politique du gaullisme se résume en deux mots d'ordre (cachés) :

— Devenez un paysan moyen ou riche, et vous vous en sortirez,

— Paysans moyens et paysans riches, unissez-vous pour éliminer les paysans pauvres.

Le gaullisme, c'est la fin d'une alliance entre l'Etat bourgeois et la

les représentants de la bourgeoisie à la campagne, tout le monde les connaît aujourd'hui :

— c'est le notaire qui achète de la terre pour boiser. Pour lui, la terre, c'est une valeur ; il spéculait dessus. C'est un placement qui lui profite et qui profitera à ses enfants. En attendant, il peut aller chasser dans ses bois,

— c'est le Procureur de la République qui allonge les millions, qui met les enchères jusqu'à ce qu'il arrive à avoir la terre contre les paysans qui en ont besoin, et cela pour construire sa résidence secondaire.

— c'est le promoteur au profit de qui l'Etat (la commune ou la Préfecture) exproprie et expulse les paysans pauvres. Il achète la terre à bas prix et construit sa « boutique » : les ensembles de tourisme pour patrons, hôtels, promenades à cheval...,

— c'est l'Etat, directement, avec

lait, plus de viande, etc... ; les contrôles sanitaires qui font abattre des troupeaux communaux entiers pour libérer de la terre ; l'organisation du marché, qui coule les pauvres, etc.

La pratique de l'alliance sélective et préférentielle de l'Etat bourgeois vise à l'expropriation accélérées des paysans pauvres, et accroît constamment les difficultés des paysans moyens.

LES PAYSANS MOYENS N'ONT TIRE RIEN DE BON DE CETTE ALLIANCE AVEC L'ETAT CAPITALISTE

Les paysans moyens sont de plus en plus vulnérables. En effet, ils sont liés au marché, à la C.E.E.. Ils sont liés à l'internationalisation de la production agricole. Lancés dans la modernisation à l'appel conjoint des syndicats et de l'Etat bourgeois, ils se retrouvent coincés, enfermés dans le cycle infer-



Manifestation révolutionnaire des paysans en Italie. ✱

paysannerie prise dans son ensemble. L'Etat bourgeois choisit désormais «ses» paysans : l'alliance de l'Etat et des paysans pauvres, base de masse de la troisième république, est détruite. Les nécessités économiques de la concentration capitaliste l'ont emporté sur les nécessités politiques de l'alliance avec les paysans pauvres. Dès lors, le soutien de l'Etat vise à maintenir les paysans compétitifs pour le Marché Commun, et à éliminer impitoyablement les autres.

L'ETAT BOURGEOIS OPPRIME ET DETRUIT LA PAYSANNERIE PAUVRE

Cette accélération de la concentration capitaliste à la campagne nécessite la récupération des terres pour une meilleure rentabilité au profit de la bourgeoisie. Et

ses sociétés d'aménagement du territoire, et leurs plans de reboisement, de tourisme ; avec ses parcs naturels et ses terrains de manœuvre pour l'armée.

L'Etat bourgeois, le gouvernement, l'armée des fonctionnaires et des flics, chassent systématiquement les paysans pauvres au profit de ces gens-là et des paysans riches, des cumulards qui ont des hectares par centaines, et exploitent féroceement des ouvriers agricoles et des immigrés saisonniers.

Pour accomplir sa besogne, l'Etat s'est doté d'une série de moyens coercitifs : les organisations comme la S.A.F.E.R., qui exproprie les terres laissées en friche pendant cinq ans, pour les revendre à bas prix à des exploitations « rentables » ; le système des primes pour ceux qui font plus de

nal : emprunt/modernisation/rentabilité/travail supplémentaire pour rembourser les dettes. Travailler pour surmonter l'endettement : voilà ce que cachait la politique d'alliance de la bourgeoisie.

La situation des paysans moyens est transitoire. Certains s'en sortent en devenant des entrepreneurs capitalistes ; certains peuvent encore espérer attendre quelque chose de l'Etat (au niveau de la fixation des prix du marché).

Les paysans moyens sont la base de masse des syndicats agricoles, du moins une bonne partie d'entre eux. Les syndicats ne s'opposent pas à l'Etat bourgeois : ils lui demandent un aménagement, ils lui demandent de prévoir une place pour les paysans moyens dans ses projets d'Etat réactionnaire.

Pendant, les paysans moyens

sont des paysans qui luttent (grève du lait en Bretagne), souvent ce sont eux qui constituent aussi la base de masse des Paysans-Travailleurs (Fleury Michon). Ils luttent parce que le maintien de leur exploitation dépend de la politique de l'Etat sur les prix, les importations, les subventions à la production, etc... Ils luttent pour tenter de se maintenir, en petit exploitant dont la gestion est fragile, mais qui tient à conserver sa position économique.

Les paysans pauvres, eux, n'ont plus rien à attendre de l'Etat. L'Etat ne leur prêtera pas un sou, et ce n'est pas la modification des prix du marché qui va les sortir de leur état de ruine. Le rapport à l'Etat est réglé pour eux : l'Etat est l'agent historique de leur élimination.

Il y a cependant une communauté d'intérêt entre les paysans pauvres et les paysans moyens. Globalement, l'idéologie des paysans moyens, c'est celle de la « convergence » de leur lutte avec les luttes de toutes les autres couches du peuple. Alors que chez les paysans pauvres, le projet d'alliance avec les ouvriers, sous direction organisée des ouvriers, apparaît comme la seule perspective. Mais sur la question foncière, il y a des points communs : face aux cumulards, face aux projets d'expropriation (sociétés d'aménagement, parc naturels), face aux spéculateurs, et aussi sur les questions municipales : entretien des chemins, coupes de bois, etc...

LUTTER CONTRE L'ELIMINATION DES PAYSANS PAUVRES, C'EST UNE LIGNE DE DEMARCATIION FONDAMENTALE

Les paysans pauvres sont la force de classe et la fraction de la paysannerie la plus exploitée. Les paysans pauvres sont ruinés : ils ne peuvent pas travailler la totalité de leurs terres. Ils ont des terres en friches, ils ont de moins en moins de force de travail, ils

n'ont pas de relève, ils sont faiblement mécanisés, etc... Ils sont peu à peu chassés des campagnes par la logique conjointe des mesures prises par l'Etat et, par le développement du capitalisme à la campagne.

La question principale, c'est bien celle de la terre et de sa mise en valeur. Sous des formes différentes, elle se pose toujours, quelle que soit la région. La terre est l'enjeu d'une lutte, d'une véritable guerre entre :

- l'Etat bourgeois et les capitalistes qui veulent la faire fonctionner comme capital,
- et le camp du peuple, de la révolution, de tous ceux qui, sous la direction du prolétariat, luttent contre l'Etat bourgeois pour un Etat socialiste qui soit la matérialisation du pouvoir du peuple prenant en charge l'ensemble des intérêts du peuple.

Plus précisément, l'enjeu de cette lutte de classe, c'est : à qui va la terre ? Dans l'intérêt de qui va-t-elle être répartie ? utilisée ? travaillée ? etc... Cette lutte de classe divise les paysans eux-mêmes dans les campagnes.

C'est pourquoi quiconque ne met pas en avant la lutte contre l'élimination des paysans pauvres ne remet pas en cause le projet de l'Etat bourgeois sur les campagnes.

C'est la menace d'élimination qui en partie fait l'unité, l'identité commune des paysans pauvres. Ils sont les seuls à avoir un point de vue de classe sur la situation des campagnes, son histoire passée, présente et à venir.

Les paysans pauvres disent eux-mêmes que la petite exploitation n'est pas viable, que ce soit sous le capitalisme et dans le socialisme. Ils s'approprient ainsi les lois internes de l'histoire et ont même de « l'avance » sur elles.

Les paysans pauvres ont une vision précise des rapports de classes à la campagne. Ils condamnent et refusent les formes de coopération existantes (C.U.M.A., G.A.E.C., groupement de producteurs) non pas parce qu'ils sont

des « arriérés » comme certains le font croire, mais bien parce qu'ils n'ont pas les mêmes intérêts que ceux qui en sont à l'initiative et que ça les rend directement dépendants économiquement des paysans plus riches qu'eux. Les paysans pauvres n'ont rien à attendre des formes de coopération inventées par le syndicalisme et la bourgeoisie, utilisées par les paysans moyens pour s'en sortir, ce qui ne peut se faire que sur leur dos.

Ils font tout pour éviter que la terre ne leur échappe, pour qu'elle ne change pas de camp : c'est là la raison de leur hostilité au remembrement. Si les batailles syndicales ne rencontrent aucun écho chez les paysans pauvres, s'ils refusent pour la plupart le syndicalisme, c'est d'une part parce que le syndicalisme ne leur offre aucune issue, qu'il n'avance rien qui touche au rapport de forces au sein des campagnes et ne remet jamais en cause le projet de l'Etat bourgeois à la campagne ; c'est d'autre part, parce qu'ils ne veulent pas être une masse de manœuvre au profit des gros : en effet, les syndicats y compris les révisionnistes du M.O.D.E.F. ne demandent que la reconnaissance de l'Etat à ceux qui ont fait l'effort de se moderniser par le soutien au marché et des prix plus justes, et sur ce terrain-là, quelques centimes de plus pour le litre de lait ou le kilo de viande ne profitent qu'à ceux qui produisent beaucoup.

Les paysans pauvres sont les seuls à affirmer qu'il y a une histoire du foncier, de la répartition de la terre qui n'est pas terminée ; que ce qui est en jeu dans cette histoire, c'est la question : au profit de qui ; des petits ou des gros, les choses changent-elles ? Pour eux, c'est sur la question : où va la terre ? que les camps se forment. L'ennemi, c'est celui qui veut prendre les terres pour les utiliser d'une façon capitaliste, ceux qui sont inféodés à la pénétration capitaliste dans les campagnes. Les paysans pauvres pratiquent, à leur manière, une analyse de classe. Ils ont une représentation de la couche paysanne qui doit garder la terre.

DES EXPERIENCES SIGNIFICATIVES

La situation se transforme, s'il y a une force pour la transformer. C'est dans l'alliance avec les ouvriers que se constitue la force de classe des paysans pauvres et moyens.

Dans le centre de la France, des paysans pauvres conscients de la nécessité de l'alliance avec les ouvriers, et sous l'impulsion de l'organisation marxiste-léniniste U.C.F.M.L., commencent à se regrouper sur un projet de coopérative populaire (marchés directs, réguliers et prolongés, à intérêt économique réciproque), qu'ils vont mettre en place sur un quartier populaire avec les ouvriers du Comité Populaire anti-capitaliste.

La coopérative populaire de type nouveau, c'est une prise de position offensive contre la vie chère intolérable, contre le marché capitaliste, et contre l'élimination des paysans pauvres. Elle conduit les paysans, à la campagne, à envisager concrètement des premières formes de coopération, pour satisfaire la demande des coopérateurs du quartier, car les gens des quartiers veulent des produits de consommation courante, peu développés dans cette région d'élevage.

Dans cette pratique, l'alliance ouvriers-paysans est le fondement même du regroupement des paysans.

Dans la même région, d'autres paysans pauvres et moyens, sur leurs propres forces, se sont révoltés contre un projet d'expropriation de 130 hectares qui vise à installer un circuit automobile. Il s'agit là d'une communauté d'intérêt qui se manifeste contre tous ceux qui veulent s'accaparer la terre, pour la rentabiliser sans la travailler.

Parmi les paysans en colère, certains pensent à développer cette communauté d'intérêts entre tous les paysans concernés par le plan d'ensemble de l'Etat bourgeois, et qui veulent s'opposer au capitalisme de colonisation en Auvergne. Pour eux, la bataille ne



Vente sauvage de viande dans un quartier populaire.

doit pas s'arrêter à l'affaire du circuit automobile. Il faut marcher ensemble pour garder la terre dans le camp des paysans.

LA LIGNE DES MARXISTES-LENINISTES A LA CAMPAGNE

Les marxistes-léninistes doivent appuyer la communauté d'intérêt contre tous les projets d'expropriation (cumuls, tourisme capitaliste, armée, parcs d'Etat, etc...). Ils doivent sur ce point organiser le soutien de la ville à la campagne.

Mais surtout, ils doivent prendre appui sur les idées qui, au sein du mouvement démocratique de révolte des paysans, posent les questions qui feront avancer la lutte des classes à la campagne.

Ainsi les paysans qui affirment : « tout affrontement sur la terre pose la question : dans quel camp doit aller la terre, pour quel intérêt ? » ; ces paysans sont conscients que la riposte ne sera positive et offensive que si elle met en jeu l'idée d'un avenir des campagnes, d'une autre répartition et d'une autre utilisation des terres, dans l'intérêt du peuple.

De telles idées balayent l'analyse selon laquelle les paysans pauvres sont perdus. Elles réfutent la conception bourgeoise selon quoi seule la technique (davantage de machines, etc...) pourra sauver certains. La vraie question demeure, quant au fond, la lutte de classe sur la destination de la terre.

- contre le marché capitaliste, contre les expropriations,
- finalement, contre l'élimination

c'est sur ces deux combats que se sont regroupés et révoltés les paysans pauvres et moyens. Ils disent : un paysan a besoin de terres, de bêtes, de bâtiments. Les terres, il faut pouvoir les garder contre les projets capitalistes. Les bêtes, la production, il faut pouvoir les vendre sans se faire escroquer par les capitalistes.

La vie à la campagne est conditionnée par ces deux éléments (garder la terre, vendre dans des conditions acceptables). Les paysans qui se sont mobilisés soit sur l'un, soit sur l'autre, ne peuvent pas marcher sur une seule jambe. Les marxistes-léninistes ont pour tâche essentielle de le regrouper, pas seulement parce qu'ils vont dans le même sens, mais surtout pour qu'ils développent leur programme de lutte : mobiliser les

paysans contre le marché capitaliste, les expropriations, l'élimination ; réaliser pas à pas l'alliance avec les ouvriers, devenir une force de classe sous la direction de la classe ouvrière organisée.

UN COMITE DE PAYSANS PAUVRES, UN PROGRAMME DE LUTTE, C'EST LA TACHE, LA RESPONSABILITE QUE LE MOUVEMENT DE MASSE PAYSAN DONNE AUX PLUS CONSCIENTS D'ENTRE EUX.

Vive l'alliance ouvriers/paysans !

A bas l'élimination des paysans pauvres par l'Etat bourgeois !

La terre à ceux qui la travaillent, et coopération entre paysans et ouvriers sous direction ouvrière !

La campagne ne sera pas la colonie intérieure !

LE MOUVEMENT DES FEMMES 5 contradictions

LA PREMIERE VAGUE DU MOUVEMENT DES FEMMES EST TERMINEE

Depuis 1968, en France, le mouvement des femmes a connu un vigoureux développement : actions spectaculaires pour dénoncer l'oppression des femmes dans notre société ; mobilisation prolongée sur la question de leur libération sexuelle, puis restructuration du mouvement de masse féministe dans le « mouvement sur l'avortement et la contraception » permettant aux hommes et aux femmes de se regrouper dans une lutte commune, sur un point de l'oppression particulière aux femmes.

Aujourd'hui, la première vague du mouvement des femmes s'achève : d'un côté, plus rien de nouveau ne surgit des assemblées générales du M.L.F., tristement répétitives, faisant figure désormais d'arrière-garde, à s'entêter dans des idées fausses : la première, démentie par l'expérience quotidienne des larges masses des femmes, que la base de leur liberté, c'est leur liberté sexuelle ; la deuxième, aussi peu populaire, que la liberté suprême de la femme c'est de vivre à part des hommes. D'un autre côté, de plus en plus nombreuses sont les femmes qui, faisant le bilan de l'impasse où conduit la ligne du M.L.F. en matière d'émancipation, cherchent à lier la libération des femmes à la lutte des classes et à la révolution, et se regroupent à l'intérieur de nouvelles tendances.

Le mouvement de libération des femmes — première vague — a su mettre à jour avec force en France et rendre populaire le problème général de l'oppression des femmes ; mais il a eu aussi pour faiblesse et pour limite de s'en prendre principalement à la question de l'oppression sexuelle des femmes, l'oppression de « leurs corps », et de faire de la lutte sur ce point la clef de la libération d'ensemble des femmes. Ce que le mouvement a mis en avant à ce propos est à la fois important et pauvre. Important parce que ce qu'il systématise de l'expérience des femmes (principalement des femmes de la petite bourgeoisie), c'est au fond la misère globale des rapports sociaux au sein de la petite bourgeoisie, et les aspirations à de nouveaux rapports entre les gens. Pauvre, parce que la misère sexuelle n'est qu'un des aspects, unilatéra-

lement développé par elles, de cette question.

Aujourd'hui, nous disons, avec les nouvelles tendances féministes, qu'il est juste de mobiliser les femmes dans la lutte de classe et pour la lutte révolutionnaire.

PROGRAMME DES FEMMES ET CONTRADICTION HOMMES/FEMMES

— Programme révolutionnaire ? Oui, parce qu'il renvoie dos à dos ceux qui disent aux femmes : « Attendez le socialisme et revendiquez pour plus de crèches, plus d'avantages sociaux », et ceux qui disent : « L'essence du mouvement des femmes, c'est seulement la lutte contre la société mâle, c'est la lutte contre les mentalités, pour des valeurs féminines, l'autonomie, pour le corps et la sexualité féministe. »

— C'est de la clarification de ce débat et de la possibilité d'un tel programme que dépend le développement victorieux du mouvement des femmes.

Les femmes sont une force révolutionnaire nouvelle : ne pas le reconnaître, dire que les femmes doivent attendre la révolution comme le sanchrême, ou que les organisations de femmes sont petites-bourgeoises, est une position révisionniste : c'est nier en idée ce qu'on ne peut pas nier par les faits, que les femmes ont sur la question de leur oppression et de leur exploitation un point de vue particulier, spécial, nouveau.

Que la lutte des femmes en soit encore à son étape idéologiste ne nous fait pas peur. Idéologiste du point de vue des thèmes qui ont animé le mouvement : sexisme principalement, et la sexualité comme base de la libération, glorification de la « matière femme » (corps et conscience). Idéologiste du point de vue du schéma d'organisation mis en avant : organisation antileader, imputation au marxisme-léninisme d'être le dernier raffinement de la société mâle.

Que cet idéologisme soit aujourd'hui la cheville ouvrière de l'attitude antiparti du mouvement des femmes ne nous semble pas non plus un point d'aboutissement.

Ce que nous recherchons, nous femmes marxistes-léninistes, c'est les moyens d'orienter plus âprement la lutte des femmes sur les rapports



Le mouvement petit-bourgeois des femmes : réformisme ou programme révolutionnaire ?

Pour tout abonnement, remplir et découper cette formule

abonnement d'un an (6 numéros) : 20 F

Abonnement de soutien :

50 F

Numéro de départ

100 F

B.P. 2.78
75 827 Paris Cedex 17

C.C.P. : 34581 61
La Source

NOM :

ADRESSE :

le mouvement des femmes

(Suite de la page 7)

sociaux pris dans leur complexité, et de ne pas se contenter de se battre seulement au niveau des représentations, des mentalités.

Les femmes sont actuellement la force motrice au regard d'une des grandes contradictions de la société : la contradiction hommes/femmes. Mais cette contradiction est une contradiction au sein du peuple, une contradiction entre reproduction et production. Les femmes révolutionnaires qui se battent contre l'oppression mâle, contre le couple, contre la famille comme structure de reproduction de l'oppression masculine, se battent sur la contradiction hommes/femmes, mais elles ne la prennent pas à bras le corps. En fait ces femmes ont constitué les hommes en éléments antagoniques de la contradiction, elles pratiquent la contradiction antagonique à l'égard des hommes. De là découlent et la critique de la notion de pouvoir et, de cette critique, le refus du marxisme-léninisme comme forme supérieure de la question mâle du pouvoir. De là aussi le séparatisme et le sexisme comme élément unique de pouvoir. De là aussi le refus de la question du parti comme étant la quintessence du pouvoir mâle.

Notre proposition fondamentale est de considérer la contradiction hommes/femmes comme contradiction au sein du peuple : l'une des trois grandes contradictions qui structurent la société capitaliste et dont le dépérissement constitue l'enjeu de l'édification du socialisme.

C'est pourquoi, faire de la contradiction hommes/femmes en fait une contradiction antagonique, c'est faire le contraire de ce qu'on veut. C'est refuser que la lutte des femmes soit une lutte dès à présent essentielle, qui touche à des questions essentielles de la société présente et à venir, c'est priver la lutte des femmes de sa dimension maximum, leur refuser d'en faire un combat prolongé et moteur, au même titre que les contradictions travail manuel-travail intellectuel, ville-campagne, du processus d'édification du socialisme et de dictature du prolétariat, en ceci qu'arrêter la lutte des femmes sur la contradiction antagonique est, en définitive, fermer les yeux sur le révisionnisme.

Dire que la lutte des femmes est une lutte sur une contradiction au sein du peuple, c'est en faire une lutte décisive quant à l'étape de la révolution en France, lutte dès à présent pour un parti de type nouveau, pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour la résolution des contradictions fondamentales de la société.

Quelle est à notre avis la spécificité de la force révolutionnaire des femmes ? Elle consiste en ce que les femmes sont seules capables de faire de la contradiction simple-antagonique homme-femme une contra-

diction au sein du peuple, c'est-à-dire une contradiction articulée, diversifiée, à enjeux multiples, à niveaux différents, à programme véritable. Les femmes sont fortes parce qu'elles sont les seules à diversifier la force motrice de cette contradiction, et par conséquent elles sont capables de gagner. De gagner, c'est-à-dire d'assurer leur hégémonie sur la résolution de cette contradiction. La question du pouvoir, cette question dont le mouvement des femmes fait ses choux gras, est en soi : ou une conception traditionnellement petite-bourgeoise pacifiste/putschiste (les hommes ont inventé le pouvoir, le pouvoir d'Etat est mâle, nous sommes antipouvoir, nous arracherons le nôtre pour abolir tout pouvoir) — ou une interrogation exacte sur la place motrice ou suiviste de la femme dans la résolution de la contradiction homme/femme.

C'est à notre avis le sens d'un programme étayé sur 5 contradictions : les 5 contradictions présentent un programme de lutte qui permettent non seulement de résoudre les inégalités mais de faire prévaloir le point de vue moteur des femmes dans une véritable pratique de transformation.

Les cinq contradictions sont à la fois un tableau historique et descriptif des rapports de lutte entre l'homme et la femme, un programme de diversification, donc de pouvoir-transformation de la contradiction homme/femme. Les cinq contradictions sont à notre avis les suivantes, dans leur ordre d'apparition et de complexification historique : sexuelle, intellectuelle-productrice, politique, matérielle, affective.

LA CONTRADICTION SEXUELLE

La revendication sexuelle est l'arme d'émancipation des jeunes contre la famille. C'est elle qui rassemble dans l'adolescence les aspirations à l'autonomie, à la « liberté », à la « personne » ; elle est dès lors un tout complexe, et en même temps, un droit à s'en aller. A notre avis, elle le reste. La contradiction sexuelle est le détonateur. C'est l'arme, à tout moment, par laquelle les femmes affirment la nécessité de leur rapport libre à l'homme, mais en même temps et contradictoirement à ce que le mouvement des femmes a affirmé, les femmes affirment la non-autonomie de la sexualité par rapport au sentiment, d'une sexualité qui n'aurait droit de cité que sous le masque du sentiment. Que faut-il en penser ? Que ceci est la marque intériorisée de la répression sexuelle, qui n'a droit à l'expression que sous la forme institutionnalisable du sentiment ? Ou bien que les femmes affirment un point de vue juste, cent fois vilipendé : à savoir que la sexualité est déterminée et non déterminante, effet,

superstructure de rapports sociaux, effet des autres inégalités et des autres contradictions, que la sexualité n'est pas séparable et n'est pas infrastructure ? Ne disent-elles pas ainsi que le reproche cent fois fait de sentimentalisme de femme, n'est autre que la lutte sur deux points de vue opposés ?

L'hétérogénéité de la sexualité féminine ne peut en aucun cas servir à une théorie de la sexualité comme base. Car cette hétérogénéité ancre plutôt le rapport sexuel dans le travail, et le temps diffèrent. Elle est une arme de lutte contre le mythe de la soumission et de la simultanéité de la jouissance.

La sexualité arme la femme d'un point de vue moteur quant à l'homme et quant à la famille.

LA CONTRADICTION INTELLECTUELLE

C'est-à-dire capacité de penser des femmes. C'est là que pour les femmes de la petite-bourgeoisie se joue souvent la libération, c'est là aussi que l'égalité des classes est la plus facilement acquise tactiquement, refusée stratégiquement. C'est là aussi ce qui structure l'idée du mouvement de libération comme devant forger l'âme de sa propre théorie, ce qui alimente le juste courant d'expression des femmes. La contradiction intellectuelle ou productrice est la contradiction stratégiquement dominante parce que c'est le moyen de se battre contre la femme reproductrice ; penser aussi bien que les hommes, penser autrement que les hommes, penser contre les hommes. C'est pourquoi, historiquement, cette contradiction est la moins payante et la plus constante. Elle constitue les femmes en force égale autonome, elle ne leur donne pas de point de vue dirigeant sur les hommes, sinon à ce constituer une exceptionnalité. Mais c'est là aussi que se joue la question de l'accès aux connaissances, considéré d'un point de vue révolutionnaire. L'accès à la connaissance, ce n'est pas l'accès à une théorie autonome nouvelle, ni à la science en général, c'est l'accès aux pratiques sociales, aux pratiques révolutionnaires qui en sont le support. Avec leur conception praticiste ou avec leur conception créative chez les petites-bourgeoises, les femmes ont sur la question de la connaissance et de la production une vue juste, la connaissance vient de la pratique ; rapport de travail à connaissance.

LA CONTRADICTION MATERIELLE

Elle touche évidemment à la vie « en couple » et à la « famille ». Les femmes se battent partout contre l'idée qu'elles sont reproductrices, bagarrent sur qui travaille à la maison, sur la garde des enfants, sur le loisir. C'est là que les hommes se démasquent dans toute leur splendeur, qu'il s'agit de les faire plier en leur imposant un autre ordre, celui des femmes.

Dans la contradiction matérielle, les femmes ont à faire valoir plus

que la revendication à l'égalité des tâches : elles ont à faire valoir un point de vue non technique sur la répartition des tâches, sur la division du travail de reproduction ; même si elles disent que les hommes font moins bien qu'elles le même travail, ce n'est pas qu'elles militent en faveur d'un ordre domestique, un bel intérieur, c'est qu'elles s'insurgent contre une simple égalité des tâches, qui est pour elle une forme supérieure d'astéinte, et affirme la nécessité d'une égalité sociale. Là aussi, leur point de vue est moteur : la division technique des tâches n'est en définitive qu'une solution méprisante qui met « l'économique » et non le « politique » au poste de commandement. Elles dénoncent ainsi l'égalitarisme abstrait.

LA CONTRADICTION AFFECTIVE

Les femmes, les spécialistes du sentiment ? Les techniciennes de la passion ? La question de l'amour n'est pas négligeable. Si dans son utilisation elle a été l'arme du cantonnement de la femme aux tâches de la reproduction, elle est aussi l'arme des femmes pour imposer leur conception du monde. Amour passion, amour total et complet des femmes s'opposerait à la conception mitigée, réservée, limitée, de l'amour de l'homme comme rapport de servitude à la femme. A la femme asservie, l'homme répond par l'amour asservissant. Sur cette question, nous pensons que la femme est détentrice d'une conception positive. Pour elle, l'amour est une force, il est puissance effective de transformation, dans laquelle la femme déclare être une force dirigeante.

LA CONTRADICTION POLITIQUE

Politique : la politique est la grande école d'égalité. Dans les contradictions sexuelle, matérielle et affective, nous pensons que la libération de la femme ne peut se penser en terme d'égalité mais de force dirigeante et d'avance. La contradiction politique signifie, elle, d'abord la nécessité de l'accès à la politique révolutionnaire, comme revendication unificatrice des femmes révolutionnaires. Dans la politique, les femmes affirment leur capacité dirigeante, abolissent leur rapport faux au pouvoir. C'est la contradiction où la notion d'égalité perd sa signification juridique (une voix de femme vaut une voix d'homme). C'est la contradiction dans laquelle la notion d'égalité bourgeoise se transforme, et où la lutte des femmes abandonne le caractère dont l'empreinte le fait qu'elle est principalement le fait de la démocratie bourgeoise.

Clarifier les cinq contradictions, formuler le programme révolutionnaire de leur résolution, être la force motrice, dans le camp de la révolution, de la mise en avant combattante de ce programme : voilà à quoi nous les femmes marxistes-léninistes, appelons tout le mouvement.

LE MARXISTE-LÉNINISTE

**Pour toute correspondance
et pour les abonnements :**

C.C.P. M. GONIN, 34 581 61 La Source

B.P. 278-75827 Paris, Cédex 17